REGISTER NUMBER: 872

NOTIFICATION DE TRAITEMENT DE DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Date de réception **16/07/2012**

Numéro du dossier: **2012-0611**

Institution : COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE

Base légale : article 25 du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil (1)

(1) JO L 8, 12.01.2001

INFORMATIONS NECESSAIRES (2)

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Responsable du traitement

Costas Popotas
Chef d'unité Droits statutaires, affaires sociales
et médicales, conditions de travail
Direction des ressources humaines
et de l'administration du personnel
Direction générale
du personnel et des finances
Cour de justice de l'Union européenne
Bur. GEOS/3066
tél. (00352) 43034432
fax (00352) 4303 2532

2/ Service(s) de l'institution ou de l'organe chargé(s) du traitement de données à caractère personnel (indiquer si des données sont traitées par un sous-traitant et joindre, le cas échéant, le contrat ou l'acte juridique écrit prévoyant cette sous-traitance)

Unité Droits statutaires, affaires sociales et médicales, conditions de travail (UDS)

Pas de sous-traitance.

3/ Intitulé et description du traitement

Allocations par décision spéciale

Description du traitement:

A. Allocation de foyer par décision spéciale

1. La demande volontaire motivée déposée à l'UDS, y inclus tous les documents justificatifs (dans les cas exceptionnels, incluant aussi les données de santé);
2. Rédaction du dossier de proposition et de la décision, approbation par AIPN;
3. Information de la personne concernée et des services concernés de l'institution.

B. Doublement de l'allocation pour enfant à charge

1. La demande volontaire motivée déposée à l'UDS;

0872-2012-0611

2. Certificat médical (déposé sous pli fermé) envoyé au médecin de l'institution pour avis;
3. Rédaction du dossier de proposition et de la décision, approbation par l'AIPN;
4. Information de la personne concernée et des services pertinents de l'institution et du RCAM.

C. Assimilation d'une personne à un enfant à charge

1. Demande volontaire motivée déposée à l'UDS, y inclus tous les documents justificatifs (dans les cas exceptionnels, incluant aussi les données de santé);
2. Rédaction du dossier de proposition et de la décision, approbation par l'AIPN;
3. Information de la personne concernée et des services concernés de l'institution.

4/ La (ou les) finalité(s) du traitement

La finalité du traitement est la gestion des allocations spéciales en faveur du personnel de l'institution conformément aux provisions du statut.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

Les membres, fonctionnaires et agents de la Cour.

6/ Description des données ou des catégories de données [en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données]

Nom, prénom, affectation, données d'identification des membres de la famille concernés (y inclus, le cas échéant, les informations médicales (habituellement sous pli fermé, destinés au médecin conseil en cas du doublement de l'allocation pour l'enfant à charge, et au gestionnaire dans d'autres cas)), données relatives à la situation professionnelle et financière des membres de la famille concernés.

7/ Informations destinées aux personnes concernées

Tout membre du personnel de la Cour peut consulter, à n'importe quel moment, la note informative relative à la protection des données à caractère personnel, qui est mise sur le site intranet Vade-mecum du personnel, dossiers "Allocation pour enfant à charge", "Assimilation d'une personne à un enfant à charge" et "Allocation de foyer par décision spéciale", où se trouvent toutes les informations nécessaires et pratiques.

8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées (droits d'accès, de faire rectifier, de faire verrouiller, de faire effacer, d'opposition)

Les personnes concernées peuvent s'adresser à l'UDS pour demander l'accès à leurs données personnelles et aux documents qui les concernent. En cas d'erreur dans les données personnelles qui les concernent, elles peuvent en demander la rectification. Sur demande légitime et justifiée adressée à l'unité susmentionnée par la personne concernée, le verrouillage ou effacement des données est effectué.

9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles

Procédure manuelle – travail sur base des documents justificatifs en version papier.

10/ Support de stockage des données

Dossiers, contenant tous les documents pertinents, y compris l'avis du médecin conseil, gardés dans les armoires fermées à clé, dans le bureaux des gestionnaires UDS, avec accès limité au gestionnaire compétent, administrateur en charge et chef d'unité UDS.

Versions électroniques des projets de décisions sont stockés sur le serveur de l'UDS, avec accès limité aux gestionnaires compétents, administrateur en charge et chef d'unité.

Les résultats de fixation et modification des droits sont enregistrés dans le Centurio, avec accès limité aux fonctionnaires compétents.

11/ Base légale et licéité du traitement

- Article 67 du Statut;
- Article 1 de l'annexe VII du Statut;
- Décision du Comité administratif de la Cour du 12 mai 2004 portant adoption des dispositions générales d'exécution relatives à l'octroi de l'allocation de foyer par décision spéciale;
- Article 2 de l'annexe VII du Statut;
- Articles 20, 21 et 92 du RAA;

- Décision du Comité administratif de la Cour du 12 mai 2004 portant dispositions générales d'exécution relatives à l'application de l'article 2, paragraphe 4 de l'annexe VII du Statut;
- Décision du Comité administratif de la Cour du 12 mai 2004 portant dispositions générales d'exécution relatives à l'application des articles 67 et 68 du Statut et des articles 1,2,3 de son annexe VII;
- Décision du Greffier du 5 mai 2008 relative au doublement de l'allocation pour enfant à charge pour un enfant imposant de lourdes charges résultant d'un handicap (art. 67, para. 3 du Statut).
- Le traitement est conforme aux exigences de l'article 5, points a) et d) du règlement no. 45/2001.

12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées

- Gestionnaire, administrateur, chef d'unité UDS, service médical;
- Direction générale du personnel et des finances, l'AIPN compétente.

12 a/ Autres destinataires potentiels

- la Cour de justice (Cour), le Tribunal et/ou le Tribunal de la fonction publique (TFP) ou un juge national, ainsi que les avocats et agents des parties dans l'hypothèse d'un litige
- l'instance de la Cour, du Tribunal ou du TFP chargée d'examiner les réclamations, le Président et le Greffier de la juridiction concernée, ainsi que le conseiller juridique pour les affaires administratives, en cas de réclamation introduite en application de l'article 90, paragraphe 2, du statut des fonctionnaires
- l'OLAF en cas d'enquête effectuée en application du règlement n° 1073/1999 et de la décision de la Cour de justice du 26 octobre 1999
- l'auditeur interne dans le cadre des fonctions qui lui sont dévolues par les articles 85 à 87 du règlement financier
- la Cour des comptes dans le cadre de la mission qui lui est confiée par l'article 287 TFUE
- le Parlement européen dans le cadre de la mission qui lui est confiée par l'article 319 TFUE
- le Comité spécialisé en matière d'irrégularités financières conformément à l'article 66, paragraphe 4, du règlement financier et à l'article 8 du règlement financier intérieur
- le Président et le Greffier de la Cour, ainsi que des fonctionnaires qui les assistent, dans le cadre des responsabilités qui leur sont dévolues par l'article 23 du règlement de procédure de la Cour
- le Contrôleur européen de la protection des données conformément à l'article 47, paragraphe 2, du règlement 45/2001
- le délégué à la protection des données de l'institution conformément au point 4 de l'annexe au règlement 45/2001
- la Commission d'ouverture des offres conformément à l'article 98, paragraphe 3, du règlement financier
- le Comité d'évaluation des offres conformément à l'article 98, paragraphe 4, du règlement financier
- le Médiateur européen dans la mesure nécessaire au traitement d'une plainte auprès de lui (article 228 TFUE)

13/ Politique de conservation des données à caractère personnel

Les dossiers sont conservés 10 ans après la date de dernier paiement en vertu de la décision concernée. Passé ce délai, ils sont détruits. Cette période de conservation est justifiée par le besoin statutaire de fixation et modification régulière des droits en fonction de la demande et de la situation familiale de la personne concernée. En plus, le délai est justifié par le besoin de pouvoir répondre efficacement à des réclamations éventuelles, l'application éventuelle de l'article 85 du Statut, à des demandes de la Cour des comptes relatives à la vérification, et à la décharge budgétaire.

13 a/ Dates limites pour le verrouillage et l'effacement des différentes catégories de données (après requête légitime de la personne concernée)

(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)

15 jours ouvrables.

14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques

(Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification)

Les données pourraient être conservées en forme anonyme pour finalités statistiques.

15/ Transferts de données envisagés (indiquer, le cas échéant, la finalité et les modalités du transfert)

- au sein de l'institution
(Pour octroyer les droits; par voie hiérarchique, par courriel interne, enveloppe fermée).
- entre institutions ou organes communautaires
(Pour informer le RCAM de la fixation et du changement des droits, pour informer l'institution du partenaire de notre fonctionnaire de la fixation et modification des droits; lettre, enveloppe fermée).
- vers des destinataires relevant de la législation nationale adoptée en application de la directive 95/46/CE
- vers des destinataires autres que les institutions et organes communautaires, et qui ne sont pas soumis à la législation nationale adoptée en application de la directive 95/46/CE

16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable :(à remplir par le Délégué à la protection des données):

comme prévu à:

- Article 27.2.(a)
Les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté,
- Article 27.2.(b)
Les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement,
- Article 27.2.(c)
Les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes,
- Article 27.2.(d)
Les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat,
- Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ Commentaires

néant

18/ Mesures prises pour assurer la sécurité du traitement

Merci de vérifier tous les points de l'article 22 du règlement (CE) 45/2001.

Les mesures de sécurité sont à indiquer séparément dans l'annexe prévue à cet effet.
Cette annexe ne sera pas publiée dans le registre du Délégué à la protection des données.

LIEU ET DATE: Luxembourg, 6.6.2011

SIGNATURE DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT: